

Unité interdépartementale Vaucluse - Arles
Affaire suivie par le pôle risques
Références : D-00374-2022

Avignon, le 26/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 6 juillet 2022

Contexte et constats

Publié sur 

TEMPOLOG84

ZAC des Escampades II
84170 MONTEUX

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 juillet 2022 dans l'établissement TEMPOLOG84 implanté ZAC des Escampades II 84170 MONTEUX. L'inspection a été annoncée le 13/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEMPOLOG84
- ZAC des Escampades II 84170 MONTEUX
- Code AIOT dans GUN : 0006401636
- Régime : Enregistrement

Le site de TEMPOLOG84 se compose d'un bâtiment de stockage sur les parcelles Section AC / n° 158, 155, 154. Section AK / n° 241, 237, 155. Section AB / n° 64, 66 d'une surface totale d'environ 195 083 m² et un volume autorisé de 332 386 m³. Le bâtiment est divisé en 6 cellules. Il est destiné en grande partie au stockage de pneumatiques.

L'installation est réglementée par un arrêté préfectoral d'autorisation n° 109 du 1 juillet 2002. Cet arrêté a été modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2017 au titre des rubriques 1510-2, 2663-2.b.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification des installations au regard de l'arrêté de mise en demeure du 24 novembre 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

	Point de contrôle	Référence réglementaire
N°	Nom	
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté de mise en demeure 24 novembre 2021 Article 1.2 Arrêté d'autorisation préfectoral du 28 février 2017 Article 8.2.5

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

	Point de contrôle	Référence réglementaire
N°	Nom	
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté de mise en demeure 24 novembre 2021 Article 1 Arrêté d'autorisation préfectoral du 28 février 2017 Article 8.2.5
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté de mise en demeure 24 novembre 2021 Article 1.3 Arrêté d'autorisation préfectoral du 28 février 2017 Article 8.2.5
4	Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté de mise en demeure 24 novembre 2021 Article 1.4 Arrêté d'autorisation préfectoral du 28 février 2017 Article 8.2.7

	Point de contrôle	Référence réglementaire
N°	Nom	
5	Plan de défense incendie	Arrêté de mise en demeure 24 novembre 2021 Article 1.5 Arrêté du 11 avril 2017 article 23

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour les points 1, 3, 4, 5 , les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 24 novembre 2021 sont respectées.

Pour le point 2, l'exploitant satisfait partiellement aux prescriptions, seul reste à réaliser les plateformes de stationnement des véhicules d'intervention près des forages destinés à compléter l'approvisionnement en eau d'extinction d'incendie. L'exploitant est dans l'attente de validation du devis du 19 avril 2022 par le propriétaire du site, la société STAM-EUROPE.

L'exploitant doit obtenir l'accord du propriétaire sous un délai de 1 mois, à défaut, les sanctions prévues par le code de l'environnement à l'article L171-8 seront proposées.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 24 novembre 2021 Article 1
Prescription contrôlée : Arrêté d'autorisation préfectoral du 28 février 2017 Article 8.2.5 L'exploitant doit faire effectuer une mesure de débit minimal de 360 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures en prenant en compte au maximum 3 poteaux simultanément, sous un délai de 1 mois,
Constats : Un essai de débit a été effectué le 15 novembre 2021. Le débit mesuré est de 338 m ³ /h. Le réseau communal qui alimente le réseau des PI de l'établissement est en cours de travaux pour une durée de 1 an, par conséquent, le réseau de l'établissement n'est pas en capacité de fournir un débit minimal de 360 m ³ /h pendant deux heures. Pour compenser ce défaut de capacité, l'exploitant dispose de 2 PI communaux à une distance de moins de 60 mètres de son bâtiment et faciles d'accès. Ces PI sont connectés à une boucle différente du réseau ci-avant et fournissent un débit unitaire de 60 m ³ /h.
Observations :
Type de suites proposées :
Proposition de suites :

Point de contrôle n° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 24 novembre 2021 Article 1.2
Prescription contrôlée : Arrêté d'autorisation préfectoral du 28 février 2017 Article 8.2.5 L'exploitant doit retrouver l'emplacement des 2 puits, créer les plateformes de stationnement des véhicules d'intervention avec des cannes d'aspiration équipées de raccords conformes aux besoins du SDIS. Des essais de pompage doivent être effectués sur les puits afin de vérifier la disponibilité de 120 m ³ /h par puits. Une fois les travaux effectués, l'exploitant doit faire réceptionner ces ressources d'extinction d'incendie par le service de la Mairie de Monteux en charge du recensement de la Défense Extérieure Contre l'Incendie. sous un délai de 6 mois,
Constats : L'exploitant a identifié le positionnement des 2 puits. Les puits sont correctement équipés. Des essais de débit sont prévus fin juillet 2022. La création des plateformes de stationnement des véhicules d'intervention est dans l'attente de validation du devis du 19 avril 2022 par le propriétaire de la société STAM-EUROPE. Ces infrastructures sont liées au bâtiment et au regard de son contrat de location, la société TEMPOLOG84 ne peut faire exécuter les travaux.
Observations : L'exploitant doit envoyer à l'inspection le résultat des essais de pompage sous 15 jours. A défaut d'envoi ou de résultats satisfaisants et en l'absence de mesure compensatoire satisfaisante, il sera proposé une sanction prévue à l'article L171-8 du code de l'environnement (suspension, consignation, astreinte). Par ailleurs, l'exploitant devra justifier de l'accord du propriétaire pour les travaux des aires sous 1 mois. A défaut d'envoi ou de résultats satisfaisants et en l'absence de mesure compensatoire satisfaisante, il sera proposé une sanction prévue à l'article L171-8 du code de l'environnement (consignation, astreinte). Enfin, l'inspectiophn rappelle que le non respect d'un arrêté de mise de demeure est un délit et pourra dans ce cadre faire l'objet d'un procès verbal adressé à Monsieur le Procureur de la République .
Type de suites proposées :
Proposition de suites :

Point de contrôle n° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 24 novembre 2021 Article 1.3
Prescription contrôlée : Arrêté d'autorisation préfectoral du 28 février 2017 Article 8.2.5 La totalité de la ressource en eau d'extinction prévu par l'arrêté d'autorisation préfectoral du 28 février 2017 n'étant pas disponible, l'exploitant doit mettre en place des moyens pour compenser ce manque de ressourcesous un délai de 1 mois.
Constats : Actuellement les moyens disponibles sont <ul style="list-style-type: none">• 3 poteaux à l'intérieur de l'établissement fournissant un débit simultané de 338 m³/h (essai du 5 novembre 2021),• 2 poteaux extérieurs connectés à une boucle différente du réseau intérieur, fournissant un débit unitaire de 60 m³/h. Soit à minima 398 m³/h. Dans ces conditions l'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté. Reste à vérifier les débits disponibles sur les 2 puits (cf point n°1).
Observations :
Type de suites proposées :
Proposition de suites :

Point de contrôle n° 4 : Exercice de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 24 novembre 2021 Article 1.4
Prescription contrôlée : Arrêté d'autorisation préfectoral du 28 février 2017 Article 8.2.7 L'exploitant doit effectuer un exercice de défense contre l'incendie, sous un délai de 1 mois.
Constats : L'exercice a été fait le 03 décembre 2021 et consigné dans le registre de sécurité
Observations :
Type de suites proposées :
Proposition de suites :

Point de contrôle n° 5 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 modifié par arrêté du 24 septembre 2020.
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre à jour son Plan d'Opération Interne en intégrant le Plan de Défense Incendie conformément aux prescriptions de l'article 23 de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié par l'arrêté du 24 septembre 2020, sous un délai de 1 mois.
Constats : le PDI est intégré au POI modification du 29/10/2021
Observations :
Type de suites proposées :
Proposition de suites :